

## CONFLIT AU MOYEN-ORIENT : QUEL IMPACT POUR L'ECONOMIE FRANÇAISE ?

Le conflit opposant l'Iran aux États-Unis et à Israël ravive les tensions sur les marchés des matières premières. La fermeture du détroit d'Ormuz, l'une des principales voies d'acheminement des hydrocarbures au monde, a entraîné une poussée des prix de l'énergie, en particulier du Brent, qui oscille entre 90 \$ et 110 \$ le baril au gré de l'évolution du conflit, contre un peu plus de 60 \$ fin 2025.

Si, à ce stade, le choc énergétique est moins intense que celui de 2022 (moindre impact sur les prix du gaz et de l'électricité), il aura des répercussions sur le tissu économique, avec des secteurs plus particulièrement exposés – transports, agriculture, pêche, ou encore chimie et cimenterie / verrerie.

À l'échelle macroéconomique, ce choc se traduira, en France et dans le monde, par une croissance plus faible et une inflation plus élevée, a minima en 2026. Mais l'ampleur de l'impact est impossible à déterminer à ce stade, alors qu'une forte incertitude entoure la durée du conflit et, partant, l'ampleur du choc énergétique. Pour les entreprises, ce choc met de nouveau en exergue la nécessité d'adapter leur stratégie, et notamment de diversifier leurs approvisionnements et de mettre en œuvre leur transition énergétique.

**Le conflit au Moyen-Orient constitue un nouveau choc énergétique, à ce stade moindre que celui résultant de la guerre en Ukraine.**

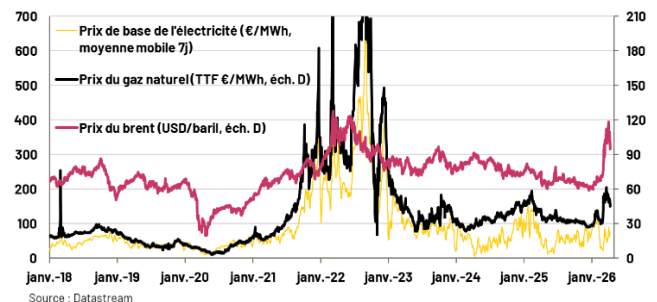
**Le conflit touche une zone géographique cruciale pour l'approvisionnement en intrants, en particulier énergétiques.**

Le blocage du détroit d'Ormuz depuis le 28 février a mis à l'arrêt une partie du trafic commercial mondial : le nombre de navires commerciaux transitant par ce détroit est passé de 105 par jour la semaine du 23 février, à 5 par jour en moyenne entre le 1<sup>er</sup> mars et le 5 avril. Or, environ 20 % des échanges mondiaux d'hydrocarbures transitent par ce détroit (dont 80 % ayant l'Asie pour destination). Dans ce contexte, les pays du Golfe ont été contraints de réduire leur production, d'au moins 10 Mb/j estimé en mars selon l'[IEA](#) (soit près de 10 % de la production mondiale). Plusieurs autres intrants clés sont aussi concernés, comme l'aluminium (dont près de 8 % des exportations mondiales sont originaires des pays de la région<sup>1</sup>), les plastiques (5 % des exportations mondiales), l'hélium (dont 39 % des capacités mondiales de production sont concentrées au Qatar selon la [Commission européenne](#)), essentiel à la production de semi-conducteurs, ou encore les engrais (entre 20 % et 30 % des échanges mondiaux transitent par le détroit selon la [Direction générale du Trésor](#)). Le cessez-le-feu de 15 jours annoncé le 7 avril ne s'est pas accompagné d'une reprise du trafic dans le détroit (entre le 9 et le 12 avril, seuls 8 navires par jour ont pu le franchir), d'autant plus qu'il a été suivi par la mise en place d'un blocus de la part des Américains.

**Des tensions sont apparues sur les prix, en particulier des produits pétroliers. En Europe, le prix du gaz s'est également accru mais demeure à ce stade très inférieur à celui observé en 2022.**

Le prix du baril de Brent est passé de 62 \$ en moyenne en décembre 2025 à un niveau compris entre 90 \$ et 110 \$ depuis le 6 mars 2026 (103 \$ en moyenne sur toute la période mais 110 \$ en moyenne au cours de la semaine précédant l'annonce du cessez-le-feu), soit un niveau proche de celui atteint durant l'année 2022 (111 \$ en moyenne entre le 25 février et fin juillet 2022, cf. Gr1). L'annonce du cessez-le-feu de 15 jours s'est traduit par un repli du cours du Brent, qui s'établit autour de 95 \$ depuis le 8 avril. La mise en place du blocus américain le 13 avril n'a pas eu d'impact notable. Du côté du gaz naturel, le prix de marché de référence pour les pays européens est passé de 28 € en moyenne en décembre 2025 à 52€ en moyenne entre début mars et le 7 avril. Depuis le 8 avril, ce prix a reflué pour s'établir autour de 45 €. Ces niveaux sont largement inférieurs au prix observé en 2022 (130 €/MWh en moyenne entre le 25 février et le 31 décembre 2022). Par ailleurs, l'effet de contagion de la hausse du prix du gaz naturel au prix de gros de l'électricité ne s'observe pas à ce stade<sup>2</sup>. Depuis le 1<sup>er</sup> mars, le prix de gros moyen de l'électricité s'élève en France à 61€ le MWh soit un prix supérieur de 14€ par rapport au mois de février 2026, mais inférieur de 16€ au prix moyen observé en mars 2025.

**Gr1 : Prix des énergies sur les marchés européens**



<sup>1</sup>EAU, Bahreïn, Arabie Saoudite, Oman, Iran, Qatar.

<sup>2</sup>En 2022, la transmission de la hausse du prix du gaz naturel au prix de l'électricité a notamment résulté de la baisse concomitante des capacités de production du parc nucléaire, nécessitant l'activation d'unités de production fonctionnant au gaz. Le contexte actuel est

assez différent : les capacités de production nucléaire sont à leur niveau standard et les capacités de production éolien et solaire se sont accrues entre 2022 et 2025 (passant de 58 TWh à près de 83 TWh selon RTE). En outre, la consommation d'électricité est un peu plus basse actuellement qu'à la même période en 2022.



## Si la France affiche une dépendance élevée à des produits raffinés en provenance des pays du Golfe, le cessez-le-feu éloigne le spectre d'une rupture d'approvisionnement.

La France se caractérise par une dépendance aux hydrocarbures des pays du Golfe plus élevée que la moyenne de l'UE, notamment sur certains produits raffinés.

La dépendance des pays de l'UE aux importations d'hydrocarbures est très élevée : en moyenne, 97 % de leurs besoins en produits pétroliers sont importés (97 % pour l'Allemagne et 100 % pour la France). Cette part s'élève à 85 % s'agissant du gaz naturel (un peu plus de 90 % pour la France et l'Allemagne). Mais seulement 12 % des importations européennes (18 % des importations françaises) de produits pétroliers et 3 % de celles de gaz naturel (0,9 % pour la France) proviennent des pays de la région touchée. Cette dépendance aux pays du Golfe est très hétérogène selon les produits : ces pays sont à l'origine de 32 % des importations de carburateurs type kéroène des pays de l'UE et 17 % des importations de diesel routier (contre 10 % pour le fioul domestique et autres gazoles). Pour ces produits raffinés, la France se distingue par une dépendance plus élevée que la moyenne européenne (33 % s'agissant du diesel routier, 61 % s'agissant des carburateurs).

Le niveau des stocks, bien que relativement bas, et le cessez-le-feu limitent le risque immédiat d'une rupture d'approvisionnement.

Selon le [gouvernement](#), le niveau des stocks stratégiques en France permettrait de couvrir environ 3 mois de consommation totale. Et compte tenu du niveau de dépendance de la France aux pays de Golfe ces stocks permettraient de tenir 15 mois sans importations en provenance de ces pays. Néanmoins, il faut noter qu'à l'échelle européenne, les stocks en certains produits raffinés se sont réduits sensiblement depuis le début du conflit<sup>3</sup> : selon [l'IFPEN](#), par exemple, les stocks d'essence dans le hub ARA (Amsterdam-Rotterdam-Anvers) était, la semaine du 20 mars, inférieurs de 18 % à leur niveau moyen des 5 dernières années (-17 % pour le kéroène). En outre, les dommages subis par certaines infrastructures énergétiques au Moyen-Orient pèsent sur les capacités de production. Il est toutefois difficile à ce stade d'estimer l'ampleur des capacités endommagées et le délai nécessaire à leur remise en pleine exploitation.

**Les transports et l'agriculture sont les plus directement exposés à ce choc énergétique, de même que certaines filières industrielles.**

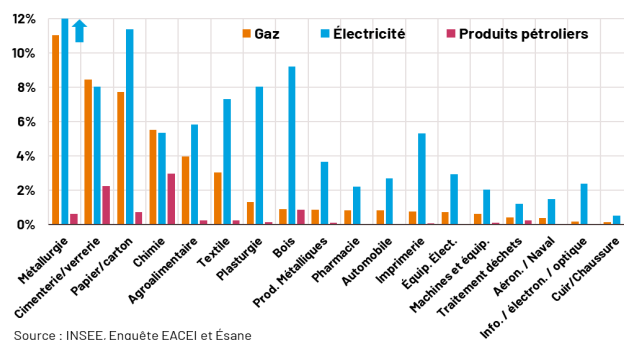
**Les entreprises des transports, de l'agriculture et de la pêche sont très consommatrices de carburant.**

Le secteur des transports est le plus dépendant des hydrocarbures. En France, ce secteur a capté 66 % de la consommation de produits pétroliers de l'ensemble de l'économie en 2024. Les carburants ont représenté 89 % de la consommation d'énergie du secteur. Une étude du [CAE](#) portant sur les PME montre d'ailleurs que la facture d'énergie (essentiellement en carburant) dans le secteur des transports représente une part très élevée du chiffre d'affaires des entreprises : proche de 7 %<sup>4</sup> contre 1,8 % en moyenne chez les PME étudiées. L'agriculture et la pêche sont également très dépendants en produits pétroliers : les hydrocarbures représentent respectivement 75 % et 94 % de leur consommation totale d'énergie.

**Si les industriels français ont amélioré leur efficacité énergétique depuis la crise de 2022, certaines filières restent très intensives en hydrocarbures.**

Selon [l'INSEE](#), après des trajectoires très proches entre 2011 et 2021, la consommation d'énergie dans l'industrie et la production industrielle ont commencé à diverger sensiblement à partir du choc de 2022. La consommation d'énergie a ainsi reflué de 13 % en 2024 par rapport à 2021, tandis que la production industrielle en volume s'est accrue de 3 %. Cette décorrélation s'explique à la fois par un effet de structure<sup>5</sup>, mais aussi une amélioration de l'efficacité énergétique des industriels. Selon le [baromètre Bpifrance Le Lab - Rexecode](#), la part des dirigeants ayant cité le motif environnemental (dont pour économie d'énergie) comme un des motifs à leurs investissements s'est nettement accru entre début 2022 et fin 2023, passant de 32 % en moyenne en 2021, à 47 % début 2024<sup>6</sup>.

Gr2 : Ratio de la facture d'énergie sur la valeur ajoutée



Source : INSEE, Enquête EACEI et Ésane

Toutefois, en dépit de ces efforts, certaines filières industrielles restent exposées à la hausse du prix des hydrocarbures : le poids des achats de produits pétroliers dans la valeur ajoutée est le plus élevé dans la chimie et la cimenterie/verrerie (cf. Gr2). Par ailleurs, quelle que soit l'industrie, la facture de gaz pèse davantage que celle des produits pétroliers. Les industries les plus dépendantes du gaz sont la

<sup>3</sup> Probablement en raison en partie de la libération d'une partie des réserves stratégiques décidées mi-mars de 400 millions de barils, dont 20 % provenant de l'UE.

<sup>4</sup> Le CAE confirme que la quasi-totalité de cette facture est portée par les produits pétroliers. Le chiffre porte sur l'année 2023.

<sup>5</sup> Les secteurs consommateurs en énergie ont réduit leur niveau de production tandis que les moins consommateurs l'ont augmenté.

<sup>6</sup> Depuis début 2024, cette proportion a nettement reflué.

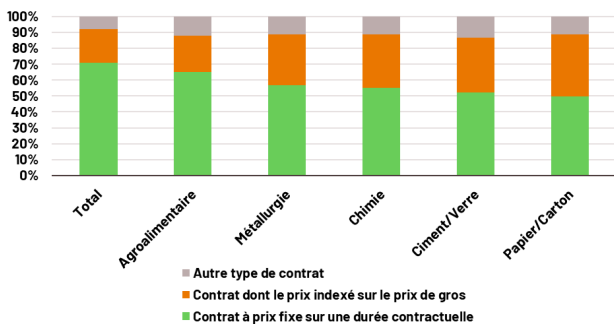


métallurgie, la cimenterie et la verrerie, la papèterie, la chimie et l'agroalimentaire.

### Le prix du gaz constitue un enjeu en termes de compétitivité pour les entreprises de l'UE.

L'augmentation récente du prix du gaz sur les marchés, bien que relativement modérée, intervient dans un contexte où son prix de vente au détail demeure bien plus élevé en UE que chez ses principaux concurrents, notamment aux États-Unis. Au 2<sup>nd</sup> semestre 2025, ce prix s'élevait à 46 €/MWh<sup>7</sup> en France (59 € en Allemagne) contre seulement 15 € aux États-Unis). Cette hausse du prix de marché intervient en outre dans un contexte où une proportion élevée d'industriels, notamment les plus énergivores, s'approvisionnent en gaz à un prix indexé sur le prix de gros (cf. Gr3). C'est le cas par exemple d'un industriel sur trois dans la chimie et de 35 % de ceux de la cimenterie / verrerie.

**Gr3 : Type de contrat de gaz des établissements industriels en 2023**



Source : INSEE, Enquête EACEI

### Seules certitudes pour 2026 : une inflation plus élevée et une croissance affaiblie.

#### Ce nouveau choc énergétique se traduira par une hausse de l'inflation en France et en zone euro.

Portée par la hausse des prix des carburants, l'inflation observée en mars témoigne d'une transmission relativement rapide du choc : elle est passée de +1,1 %<sup>8</sup> en février à +1,9 % en mars en France, et de 1,9 % à 2,5 % en zone euro. Toutefois, en dépit de ce choc à court terme sur l'inflation, la [Banque de France](#) prévoit une inflation moyenne inférieure à 2 % en France en 2026 (1,7 %, soit une révision de +0,4 point de pourcentage vs. son scénario de décembre dernier). Pour la zone euro, la [BCE](#) prévoit une inflation de 2,6 % (révision de +0,7 point). Ce scénario fait l'hypothèse d'un prix du baril de Brent de 81 \$ en moyenne sur l'année, soit un niveau proche des anticipations de marché à mi-avril, correspondant ainsi au scénario d'un conflit de courte durée, qui ne s'étendrait par au-delà de deux mois. Toutefois, l'évolution du prix du pétrole

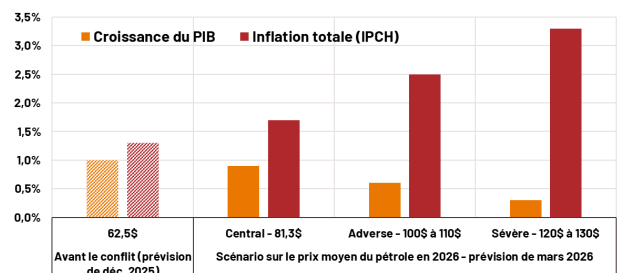
<sup>7</sup>Il s'agit du prix moyen payé par les plus grands consommateurs non résidentiels (prix de détails, taxes comprises).

<sup>8</sup>En termes harmonisés. L'indice des prix à la consommation (non harmonisé) a gagné +1,7 % en mars (après +0,9 % en février).

<sup>9</sup>Les taux souverains français sont soutenus par de nombreux autres facteurs : l'incertitude sur la trajectoire budgétaire de la France,

constitue un aléa majeur sur le scénario macroéconomique, d'autant que l'issue du cessez-le-feu est très incertaine. La [Banque de France](#) s'appuie donc également sur d'autres scénarii traduisant l'ampleur du choc inflationniste si le prix du pétrole se maintenait durablement au-dessus de 100 \$ le baril (cf. Gr. 4). Tenant compte des effets du choc à la fois directs sur les prix des carburants et indirects via sa diffusion aux prix des autres biens, la [Banque de France](#) estime que l'inflation en France pourrait rejoindre 2,5 % dans le cas d'un prix du Brent qui resterait au-dessus de 100 \$ jusqu'à mi-année et qui redescendrait autour de 80 \$ en fin d'année..

**Gr4 : Prévisions macroéconomiques de la Banque de France selon différents scénarii de prix de l'énergie**



Source : Banque de France. Projections macroéconomiques intermédiaire, mars 2026

#### Le regain d'inflation pourrait conduire la BCE à réhausser ses taux directeurs

Lors de la dernière réunion de politique monétaire le 19 mars, la [BCE](#) a maintenu constants ses trois taux directeurs. Compte tenu de l'incertitude forte sur l'évolution de l'inflation, tributaire de l'évolution du conflit au Moyen-Orient, la [BCE](#) est restée prudente s'agissant de l'orientation future de sa politique. Les arbitrages seront largement dépendants des chiffres à date de l'inflation. Une posture d'autant plus justifiée que le prix du Brent est volatil. Il faut toutefois noter qu'en dépit de cette communication prudente, les marchés financiers anticipaient mi-avril environ deux hausses de 25 points de base du taux de dépôt de la BCE d'ici la fin d'année (soit 2,5 % fin 2026).

Dans un contexte de finances publiques dégradées et, plus récemment, de regain d'inflation, les taux souverains français<sup>9</sup> ont augmenté : le taux OAT 10 ans atteint 3,7 % mi-avril (contre 3,4 % en moyenne en janvier-février). Cette hausse des taux souverains reste un point de vigilance, car elle peut avoir des effets de contagion sur les taux des crédits accordés aux agents, le taux d'intérêt moyen des crédits nouveaux accordés aux entreprises s'élevant déjà à 3,5 % début 2026.

#### Le regain d'inflation et la hausse des taux d'intérêt amoindrieraient la croissance française en 2026, dans une ampleur incertaine.

alimentant la prime de risque, la pression haussière sur le taux sans risque exercée par la politique budgétaire de l'Allemagne et le risque de taux plus élevés aux États-Unis en raison des politiques menées par D. Trump.



Une hausse de l'inflation et des taux d'intérêt pèserait sur la croissance. En mars, les ménages semblent déjà anticiper un pouvoir d'achat moindre : l'indicateur relatif à l'évolution anticipée de ce dernier se détériore (-12 en mars contre -7 en moyenne historique<sup>10</sup>). Du côté des entreprises, celles du secteur de l'industrie font part d'un climat des affaires plus dégradé (baisse de 3 points de l'indicateur à 99, contre 100 en moyenne historique).

Sous l'hypothèse d'une hausse de l'inflation modérée en 2026, et donc d'un conflit de relativement courte durée et sans pénuries (cf. supra), la [Banque de France](#) a révisé de 0,1 point sa prévision de croissance pour la France, à +0,9 %. [L'OFCE](#), tablant également sur une désescalade rapide des tensions au Moyen-Orient, a quant à elle révisé de -0,2 point sa prévision pour la croissance française en 2026, qui rejoindrait alors 0,8 % (prévision similaire à celle de [l'OCDE](#), qui a également révisé sa prévision de -0,2 pt).

Toutefois, l'incertitude reste forte autour de l'évolution du conflit et, partant, du prix du pétrole. Selon la Banque de France, un prix du Brent qui resterait au-dessus de 100 \$ jusqu'à mi-année et redescendrait autour de 80 \$ en fin d'année pourrait faire tomber la croissance à +0,6 % en 2026, et même à +0,3 % si le prix du Brent s'établissait en moyenne à 120-130 \$. Les scénarii de la [Banque de France](#) n'envisagent donc pas de récession, sans toutefois intégrer le cas extrême d'une pénurie.

## Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

<sup>10</sup> Il s'agit du solde d'opinion des ménages relatif à l'évolution anticipée de leur situation financière calculé par [l'INSEE](#).

<sup>11</sup> Le déficit public français s'est établi à -5,1 % du PIB en 2025, après être tombé à -5,8 % en 2024. Depuis juillet 2024, la France est d'ailleurs visée par une procédure pour déficits excessifs. Afin de

## Ce choc met en exergue la nécessité pour les entreprises de travailler sur leur stratégie à long terme.

Si l'ampleur du choc lié au conflit au Moyen-Orient est difficile à estimer à ce stade, certains secteurs sont d'ores et déjà exposés, à l'image des transports, de l'agriculture, de la pêche ou encore certaines filières industrielles énergivores. Dans un contexte où les marges de manœuvre budgétaire sont très limitées<sup>11</sup>, [l'État](#) déploie ainsi des mesures de soutien ciblées, pour certaines limitées au mois d'avril (aide forfaitaire de 0,2 €/L pour les transporteurs routiers, remboursement de 0,2 €/L sur le carburant des navires de pêche, exonération totale du droit d'accise sur le gazole non routier pour les exploitations agricoles, prêt "Flash carburants" opéré par Bpifrance). Ce nouveau choc, qui prend la suite d'une succession de crises ces dernières années, met de nouveau en exergue la nécessité pour les entreprises de travailler sur leur stratégie à long terme, dans un environnement géopolitique et économique mouvant. Il s'agit en particulier de sécuriser et donc diversifier les approvisionnements, mais aussi et surtout de poursuivre ou mettre en œuvre leur transition énergétique (électrification des procédés, du parc automobile, etc.), afin de réduire la dépendance aux énergies fossiles.

Thomas Laboureau : [thomas.laboureau@bpifrance.fr](mailto:thomas.laboureau@bpifrance.fr)

respecter ses engagements européens, le gouvernement prévoit dès lors un retour à un déficit inférieur à 3 % à l'horizon 2029. Ces marges de manœuvre sont d'autant plus limitées que les taux souverains ne sont accrus ces derniers temps.